



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Destinataires:** rubriques société et éducation des médias

**Objet :** Lâcheté et barbarie



La Fédération Autonome de l'Éducation Nationale (FAEN) dénonce avec la plus grande énergie les attentats barbares perpétrés contre la population vendredi soir en plusieurs points de la capitale et aux abords du stade de France.



Syndicat Autonome  
des Enseignants de  
Mayotte

La FAEN salue la mémoire des personnes cruellement assassinées, exprime sa solidarité envers les nombreux blessés et sa compassion envers les familles et les proches de toutes ces victimes.



C'est à notre Nation, aux valeurs qu'elle incarne et qu'elle défend que ces terroristes déclarent la guerre en versant le sang de son peuple.

C'est donc autour de ces valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité et de démocratie que nous devons tous faire bloc, au-delà des clivages partisans



La FAEN appelle à l'unité pour combattre sans la moindre faiblesse l'extrémisme, l'obscurantisme et le fanatisme, qu'il se réclame ou non d'une religion. La FAEN appellera les personnels à participer à toutes les actions qui seront organisées pour dénoncer la barbarie et défendre les valeurs de la République.



Pour l'enseignement et la défense de ces valeurs, les personnels de l'Éducation nationale sont quotidiennement en première ligne. Ils le seront tout particulièrement lundi 16 novembre auprès de leurs élèves pour répondre à leurs questions, à leurs inquiétudes et pour rétablir la vérité lorsque ce sera nécessaire.



La FAEN attend des responsables ministériels, académiques et de l'ensemble de la hiérarchie un soutien sans faille des personnels dans cette difficile tâche ainsi que l'appui des parents et de la population.

Paris le 15 novembre 2015



Marc Geniez  
Co-secrétaire Général



## Rapport Lerminiaux :

Christian Lerminiaux, directeur de Chimie ParisTech, a remis son rapport sur la poursuite d'études des bacheliers professionnels le 13 novembre dernier à la ministre de l'Éducation nationale, un peu moins d'un an après avoir été chargé de cette mission.

Ce rapport ne propose pas de créer de nouveau diplôme professionnel, contrairement à ce qui était attendu, mais de **rendre plutôt les formations existantes plus lisibles** (BTS, DUT, licence professionnelle), tout en renforçant leurs liens avec la réalité du marché de l'emploi. Pour cela, le rapport donne plusieurs pistes :

- **modulariser les BTS** en y intégrant les Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) existants.
- **redéfinir les référentiels de compétences** des différents diplômes.
- **proposer plus de licences professionnelles** associant établissements supérieurs et lycées.
- **le maintien des diplômes nationaux**, mais pour lesquels la validation des compétences acquises doit pouvoir s'appuyer sur divers moyens, et pas seulement sur un examen national.
- **la réorganisation des Commissions paritaires** (et de leurs fonctions) en charge de l'accréditation des formations BTS, avec une possibilité d'organisation à deux niveaux : premier niveau régional et second niveau de supervision national.

Afin de s'assurer de la cohérence des parcours proposés avec la réalité du marché de l'emploi, **une analyse stratégique, conduite tous les deux ans, des besoins de l'emploi français à un horizon de dix ans pourrait servir de base à l'ouverture (ou la fermeture) de certaines formations**. Les régions, quant à elles, auraient pour tâche d'adapter cette stratégie nationale à leurs spécificités locales, **tout en venant en aide aux étudiants pour financer leur mobilité** et s'assurer que leurs faibles ressources ne soient pas un frein à l'accès à certaines formations géographiquement éloignées.

Le rapport rappelle également la particularité que constitue la situation française en Europe, seul pays où le taux d'emploi des diplômés de la filière professionnelle est inférieur à celui des étudiants en filière générale.

La FAEN regrette que **le ministère n'ait pas rendu public pour l'heure l'ensemble du contenu** du rapport. Sur ces éléments néanmoins, **une volonté lucide de réorganisation des filières, et de leur adéquation au marché du travail peut être saluée**. Le rôle envisagé des régions est en revanche plus problématique, puisqu'il **ferait à nouveau peser sur elles des dépenses supplémentaires**, et pourrait créer une rupture importante de l'offre de formation sur le territoire par le plus grand pouvoir de décision accordé au recteur en matière d'ouverture ou de fermeture de filière.

## MAYOTTE : la lutte continue

Comme attendu, la ministre des Outre-mer, George Pau-Langevin, est venue le 10 novembre dernier à la rencontre de l'**intersyndicale qui continue de mener une grève générale unissant fonctions publique et privée à Mayotte**. Malheureusement l'essentiel de sa position était déjà arrêté avant même les discussions, et se basait principalement sur les débats de septembre qui avaient eu lieu à Paris : loin de donner l'impression de maîtriser le dossier et les dernières actualités, **la Ministre a même fait monter la tension d'un cran avec ses déclarations** du soir, qui n'ont tenu aucun compte des différents échanges que ses conseillers ont pu avoir toute la journée avec les représentants du mouvement.

Toujours avec la même rigueur, **les syndicats signataires de l'intersyndicale continuent de mettre en avant leurs revendications**,

et ont posé un ultimatum pour le dimanche 15 novembre, demandant la mise en place sans délai d'un programme calendaire précis pour la prise en compte des anciennetés de service des ex-agents des collectivités territoriales. Ils exigent également qu'un mandataire de l'Etat soit clairement désigné (le Préfet ou quelqu'un d'autre) et que les négociations soient enfin ouvertes. La demande de levée des poursuites contre les responsables syndicaux, tout comme les discussions sur la révision du taux d'indexation des salaires sont toujours d'actualité, et au cœur d'un protocole d'accord plus large soumis au préfet.

En attendant, les blocus et actions de rue continuent.

**Une communication du premier ministre à propos de Mayotte est également annoncée pour le 16 novembre prochain. La FAEN sera très attentive à son contenu.**

### **Réforme du collège : la FCPE loin d'être unanime**

Alors que les sections académiques de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves multiplient les conférences pour réaffirmer leur soutien à la réforme du collège, **des voix de dissension s'organisent et se font de plus en plus entendre.**

Il en va ainsi au collège de Marolles en Hurepoix, dans l'académie de Versailles : un collectif de parents d'élèves (issus du Groupement des Parents Indépendants, de la FCPE et autres) s'est formé et diffuse actuellement un communiqué de revendications. **Cet exemple à suivre doit montrer à tous les parents que la résistance est possible à tous les niveaux contre cette réforme dangereuse.**